

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 26/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL**

Z.I. 14 rue de l'Industrie  
BP 28  
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/BB/2024-1219A  
Code AIOT : 0005901564

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL implanté Les Communaux 25660 LES MONTS-RONDS. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL
- Les Communaux 25660 LES MONTS-RONDS
- Code AIOT : 0005901564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires dont le tonnage moyen autorisé est de 1 000 000 t/an. La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes.

L'autorisation de la carrière a été renouvelée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral du 25 octobre 2024. Toutefois, le référentiel de l'inspection s'est basé sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 août 2006 modifié pour les activités réalisées antérieurement au renouvellement.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4	/	Sans objet
2	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1	/	Sans objet
3	Cote minimale	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.3	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 4	/	Sans objet
5	Phasage des travaux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5	/	Sans objet
6	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 29	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
8	Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m3/h.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 a)	/	Sans objet
9	Modalités de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Susceptible de suites	Sans objet
10	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5. à 19.7	/	Sans objet
11	Quantité entrante	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
12	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		12 > 12.3. II.		
13	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. III.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que la carrière était globalement bien exploitée. Aucune non-conformité n'a été constatée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Niveaux de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 15 231 000 m <sup>3</sup> (environ 30 000 000 t) sous une couverture de 2.2 m de terres végétales et matériaux de découverte. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 1 000 000 tonnes. La production pourra atteindre 1 100 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare ses données de production dans GEREP. Pour 2023, les niveaux de production sont inférieurs au niveau autorisé. L'exploitant indique que le niveau de production en 2024 devrait être légèrement inférieur par rapport à 2023. Les données de production sont issues des données du pont bascule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel variera de 35 m à 60 m en allant du Sud vers le Nord (de 3 à 4 gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun séparés par

des banquettes sensiblement horizontales de 10 m de largeur au minimum).
<b>Constats :</b>  Selon le dernier plan d'exploitation de la carrière, datant d'août 2024, les fronts de taille respectent une hauteur maximum de 15 mètres. Lors de la visite de la carrière, il n'est pas apparu de fronts avec une hauteur anormale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Cote minimale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, administratif
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation et en fin de celle-ci ne doit pas se situer au-dessous de 420 mètres NGF.
<b>Constats :</b>  Selon le plan de la carrière, l'exploitant a atteint la cote de 417 m. L'exploitant explique cela par le pendage naturel de la dalle inférieure, qui entraîne des difficultés à avoir un carreau horizontal. L'exploitant a obtenu le 25 octobre 2024 une nouvelle autorisation pour l'exploitation de la carrière qui autorise désormais une cote minimale de 360 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, administratif
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les alinéas suivants le premier alinéa de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral n° 2006 0908 04857 du 9 août 2006 sont remplacés par les dispositions suivantes : Le montant de référence (indice TPO1 = 105,1 au mois de mars 2017 et taux TVA = 0,20 de mai 2017) des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à 587 152 € (phase 4 de 2022 à 2026).
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement du 16/05/2023 pour un montant de 715 085 €.  La nouvelle autorisation d'exploitation du 25 octobre 2024 impose de nouvelles garanties financières pour un montant de 967 701 €. L'exploitant dispose d'un délai de deux mois pour constituer ces garanties. L'exploitant a indiqué que les démarches étaient en cours auprès de son organisme bancaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Phasage des travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, administratif

**Prescription contrôlée :**

L'extraction des matériaux se déroule en 6 phases. Pour les phases 3 à 6, l'exploitant se conforme aux plans de phasage d'extraction annexé au présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le phasage des travaux. Celui-ci est cohérent avec le phasage prévu avec une progression des fronts de taille vers le nord de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 29

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vibrations

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué faire réaliser un tir de mines tous les 15 jours environ. Les opérations sont réalisées par un prestataire.

Une mesure des niveaux de vibrations est réalisée à chaque tir, au niveau de 3 points :

- le pont bascule du site
- au niveau de l'habitation d'un riverain au sud-ouest du site
- au niveau d'une cabane de chasse située au nord du site

Les plans de tirs et les résultats des mesures de vibrations de l'année 2024 ont été consultés par sondage. Les niveaux de vibration pour les tirs examinés sont systématiquement inférieurs à 10 mm/s (niveau maximum de 3,85 mm/s mesuré au niveau de la cabane de chasse).

Il a été noté sur les tirs examinés que le sismographe ne s'est pas déclenché (vibration inférieure au seuil de déclenchement) au niveau du pont bascule. L'exploitant est invité à examiner les résultats en ce point pour l'ensemble des tirs de l'année 2024 afin d'évaluer la pertinence de cette mesure.

L'inspection n'émet également pas d'objection à ce que le sismographe situé au niveau de la cabane de chasse soit plutôt déplacé vers les premières habitations au nord de la carrière, afin de mieux évaluer l'impact des tirs de mines sur celles-ci, sachant que la progression de l'exploitation va aller vers le Nord.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm <sup>3</sup> ; - pour les autres installations : 40 mg/Nm <sup>3</sup> pour les installations existantes, 30 mg/Nm <sup>3</sup> pour les installations nouvelles. Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport du 08/08/2024 de surveillance des rejets atmosphériques de poussières de ses installations de traitement des matériaux, réalisé par la société Socotec. Les résultats sont très inférieurs à la valeur limite d'émission (0,29 mg/Nm <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m3/h.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b>  La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs.
<b>Constats :</b>  Le rapport de surveillance du 08/08/2024 (cf. fiche de constat supra) comprend une mesure des PM10. Le résultat est inférieur à la limite de quantification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Modalités de surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Action nationale 2023 - Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon :

- la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;
  - la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;
  - la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10,
- sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.

#### **Constats :**

L'examen du rapport de surveillance du 08/08/2024 montre que les mesures en poussières et en PM10 ont été réalisés selon les normes en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Surveillance des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5. à 19.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

#### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du

présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement pour l'année 2024, réalisé par la société Sciences Environnement.

La surveillance porte sur 4 points de mesure : 1 point témoin (type a), 1 point en limite sud du site (type c), et 2 points au niveau des premières habitations (type b).

Les résultats de la surveillance montrent que les retombées de poussières au niveau des premières habitations sont inférieures à la valeur limite d'émission (valeur maximale mesurée de 220 mg/m<sup>2</sup>/j).

Le laboratoire n'a pas pu utiliser les données météo issues de la station de l'exploitant, du fait d'un problème informatique concernant la transmission des données. Le problème est en cours de résolution par l'exploitant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que la station météo soit à nouveau opérationnelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 11 : Quantité entrante**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

#### **Prescription contrôlée :**

I. À l'article 34.1 de l'arrêté préfectoral n° 2006 0908 04857 du 9 août 2006, les mots « sera d'environ 100 000 t/an » sont remplacés par les mots « est limité à 350 000 tonnes par an ».

#### **Constats :**

L'exploitant déclare sur la plateforme GEREPE la quantité de déchets admise sur la carrière en vue de son remblayage. Celle-ci est inférieure au tonnage autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Constats :

Un contrôle par sondage du registre des déchets et des déclarations d'acceptation préalable montre que les déchets admis sont des déchets inertes (en grande majorité de type terres et cailloux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. III.

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des déclarations d'acceptation préalable pour l'année 2024. Un contrôle par sondage de ces documents a été fait. Ce contrôle n'appelle pas de remarque.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre les analyses en HAP et amiante pour un lot de

déchets d'enrobés admis provenant de chantiers routiers. Les résultats d'analyses sont conformes.

Le registre des déchets entrant est renseigné informatiquement au niveau de l'entrée du site (pont bascule). La consultation de ce registre n'appelle pas de remarque.

Le plan topographique de la carrière permet de localiser les zones de remblais par période de dépôt.

**Type de suites proposées :** Sans suite